



# Assemblée générale

Distr. limitée  
15 mai 2000  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-quatrième session

## Cinquième Commission

Point 146 de l'ordre du jour

### Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président  
à l'issue de consultations officielles**

### Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies<sup>1</sup> et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

*Rappelant* la résolution 983 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 31 mars 1995, par laquelle le Conseil a décidé que, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Force de protection des Nations Unies serait dénommée Force de déploiement préventif des Nations Unies, et la résolution 1186 (1998) du 21 juillet 1998, par laquelle il a prorogé le mandat de la Force jusqu'au 28 février 1999,

*Rappelant également* sa décision 50/481 du 11 avril 1996, relative au financement de la Force, et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 53/20 B du 8 juin 1999,

*Réaffirmant* que les dépenses relatives à la Force sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

---

<sup>1</sup> A/54/740.

<sup>2</sup> A/54/824 et A/54/841.

*Tenant compte* du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

*Ayant à l'esprit* les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

*Notant avec satisfaction* que certains gouvernements ont apporté des contributions volontaires pour la Force,

*Consciente* qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières dont elle a besoin pour régler les engagements qu'elle a contractés,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Force de déploiement préventif des Nations Unies au 30 avril 2000, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 10,8 millions de dollars des États-Unis, soit 8 % du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Force au 30 juin 1999, constate qu'environ 42 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

3. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Force;

5. *Se déclare préoccupée* par le retard avec lequel le Secrétaire général a déployé certaines missions de maintien de la paix récentes, en particulier en Afrique, et mis à leur disposition des ressources adéquates;

6. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, présentes et futures, devront se voir accorder un traitement identique et non discriminatoire en ce qui concerne les arrangements administratifs et financiers les concernant;

7. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix seront dotées de ressources adéquates pour leur permettre de s'acquitter de manière efficace et efficiente de leurs mandats respectifs;

8. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport<sup>3</sup>, et prie le Secrétaire général d'en assurer la mise en oeuvre intégrale;

9. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à retenir sur le solde inutilisé d'un montant brut de 1 161 700 dollars (montant net : 1 104 300 dollars) relatif à la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 un montant de 904 000 dollars pour cou-

<sup>3</sup> A/54/824.

vrir les dépenses relatives aux demandes de remboursement présentées par un gouvernement au titre de la relève de ses contingents au cours de la période antérieure;

10. *Décide également* que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, leurs parts respectives du reliquat du solde inutilisé d'un montant brut de 257 700 dollars (montant net : 200 300 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 1999 seront portées à leur crédit;

11. *Décide en outre* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, leur part du reliquat du solde inutilisé d'un montant brut de 257 700 dollars (montant net : 200 300 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 1999 sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables;

12. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée au moyen de fonds empruntés à d'autres missions de maintien de la paix en activité;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies ».

---